

Les groupes de pression

Avant-propos

par Victor CRABBE,

Secrétaire Général de l'Institut belge de Science Politique.

★

Le 25 novembre 1961, l'Institut belge de Science politique a organisé un colloque sur les groupes de pression. *Res Publica* publie aujourd'hui les importants travaux de cette manifestation dont la réussite est due avant tout aux professeurs Jean Meynaud et Jean Ladrière, ainsi qu'à une délégation du Centre de Recherche et d'Information socio-politiques, MM. Gérard Libois, son directeur, le professeur François Perin et Maurice-Pierre Herremans.

Notre rôle n'est pas de présenter chacune des communications qu'on va lire. Nous avons toutefois à remercier leurs auteurs de les avoir faites d'une manière aussi dense. L'intérêt qu'elles ont suscité, est attesté par les questions et par les observations dont nous avons rendu compte ci-après.

Le succès remporté par la journée d'étude permet de dissiper toute critique par son caractère tardif. Sans doute y a-t-il plus d'un an qu'elle avait été décidée et les exigences d'un programme d'activités assez chargé l'ont-elles reléguée quelque peu à la fin d'un cycle ou d'une époque où les groupes de pression avaient constitué, pour ainsi dire, le thème majeur des recherches entreprises.

On doit cependant reconnaître qu'en Belgique, la science politique ne se développe pas par vagues successives ou selon des thèmes précis représentant chaque fois l'une des étapes prises par son développement dans un pays tel que la France. Dans cette situation, certains découvriront peut-être un défaut de normalisation. Nous pouvons toutefois rejeter ce reproche parce que

nos chercheurs suivent à temps les grands courants de la science politique contemporaine ; mais ils le font « à leur manière », c'est-à-dire avec un souci de documentation plus prononcé et sur la base de considérations peut-être plus solides qu'ailleurs (1). Il en résulte que ce décalage reste néanmoins à l'avantage de la science politique dans notre pays, à la fois parce qu'elle ne manque pas d'être plus précautionneuse et surtout parce qu'elle ne cède à aucun propos facile.

La présente livraison de *Res Publica* est à rapprocher sur ce point des travaux entrepris par le Centre de Recherche et d'Information socio-politiques (CRISP) sur la morphologie des groupes financiers (2).

Il n'est point douteux que dans des travaux de ce genre, la part de recherche historique (3) et les exigences de précision scientifique sont très importantes et déterminent le « style » des publications ; on sent à juste titre qu'elles restent fort près des réalités socio-politiques.

Quant à l'initiative prise par l'Institut belge de Science politique, elle nous paraît être la première en Europe Occidentale à avoir donné l'occasion de faire le point sur la « valeur » de certaines étapes franchies par la science politique pour la

(1) Cette mise au point peut-être faite aussi bien pour les travaux de sociologie électorale patronnés par l'Institut de Sociologie Solvay que pour ceux consacrés par le Centre de Recherche et d'Information socio-politiques aux groupes de pression.

(2) Le premier volume de la série « Structures économiques de la Belgique » vient de sortir de presse.

(3) On ne peut négliger l'apport de la recherche historique au développement de la science politique.

détermination de son objet. Au cours de la discussion qui a suivi les exposés de la journée du 25 novembre 1961, il a été affirmé sans détours que ces étapes, allant de la sociologie électorale à l'analyse de la décision politique en passant par les partis et les régimes politiques ainsi que par les groupes de pression, ne représentaient pour elle que des *sujets* ; elles ne correspondaient nullement à son *objet*. Celui-ci est-il indicible ou « introuvable » comme se l'était demandé, il y a plus de dix ans déjà, M. Pierre Duclos (4), dont *Res Publica* vient de publier une excellente étude (5) ?

Nous ne partageons pas cette opinion, au même titre que M. Pierre Duclos, d'ailleurs. Mais pour définir l'objet de la science politique, pour le rendre concret et positif, il serait peut-être utile de songer à une très vieille sentence de la philosophie grecque sur la science. Pourquoi ne disons-nous pas de la science politique, comme de la science tout court, qu'elle est éternelle ? L'objet de la science politique est éternel parce que c'est la *vie politique* même qui le détermine.

Et la vie politique doit d'abord être considérée comme un fait. ... Un fait *global*, précisons-nous ; car l'épithète *global* a bien été employée au cours de la discussion du 25 novembre 1961.

Mais l'étude de ce fait global n'a donné lieu, quoi qu'on en dise en se prévalant de l'apport et des traditions scientifiques, juridiques, historiques et sociologiques, qu'à de multiples approches, toutes incomplètes. Il n'en est aucune qui l'ait cerné ou qui pourra le cerner complètement. C'est pourquoi la science politique est éternelle. Ses liaisons étroites avec la vie lui confèrent cette splendide condition.

Le colloque organisé par l'Institut belge de Science politique sur les groupes de pression a également procuré l'occasion — une fois de plus parce que des circonstances propres à la Belgique s'y prêtaient mieux qu'ailleurs — de saisir combien l'étude de l'action des groupes de pression ne se réduit pas à celle de liaisons entre eux et le pouvoir.

En ouvrant la journée d'étude, nous avons cité d'Alfred Sauvy l'opinion suivante : « La constitution nous apprend bien qui tient le volant de notre voiture ; mais ce qui importe, est de savoir

sous quelles pressions agit celui qui tient le volant. Si des personnes actionnent les bras du conducteur, le pouvoir ne se trouve pas là où on l'a mis ».

Et d'ajouter que malgré tout, dans cette optique, nous espérons que l'on puisse conserver la conviction que le pouvoir n'est pas, telle la déesse Siva, une déesse aux mille bras, bien qu'il faille reconnaître qu'il en a plus d'un que l'on agite ou que l'on tire, surtout dans l'organisation sociopolitique de nos régions.

Mais immédiatement après ces réexions, qui ont été confirmées notamment par les préoccupations du professeur Jean Ladrière de situer les groupes de pression dans une théorie générale de l'État, est apparue la nécessité d'insister aussi sur les relations pouvant exister entre les groupes de pression et des associations telles que les partis politiques et les syndicats ayant déjà accédé, ne fût-ce que par leur présence, à la direction de la société politique.

La place et le rôle des groupes de pression par rapport aux leurs ont permis de formuler des observations et d'animer la discussion au point d'ouvrir des horizons nouveaux à la fois sur les réalités de la vie politique belge et sur l'enseignement théorique à en tirer : l'étude analytique des groupes de pression doit non seulement aboutir à une prise de conscience des relations directes pouvant exister en fait entre le pouvoir et ses agents réels ; elle doit aussi rendre compte du « quadrillage » qui compose la vie politique. Celle-ci est bien, pour chaque problème, à l'image de ces plans de ville sur lesquels a été prévu l'ensemble des lignes suivies par les transports en commun et que l'on illumine d'après le métro, le tramway ou l'autobus que l'on veut prendre, c'est-à-dire d'après l'endroit où l'on est et celui que l'on veut atteindre.

En ce faisant, on aperçoit d'emblée toutes les stations à franchir. Multiplions ces renseignements lumineux par le nombre de lignes existantes, autant dire par celui des problèmes à résoudre et l'on apercevra d'emblée ce que peut être la texture étonnamment variée de la vie politique.

(4) Voir, de cet auteur, la chronique XL publiée au Recueil Dalloz du 17 novembre 1949 sous le titre : « L'introuvable science politique ».

(5) Fédéralisme et politification, *Res Publica*, vol. IV, 1962-1, pp. 5-28.

N'oublions pas non plus que sur chaque ligne, les stations ou les haltes n'ont pas toutes la même importance ni les mêmes caractéristiques. Quant aux trajets eux-mêmes, on ne sait plus très bien s'ils sont rationnels ou absurdes. Mais ils sont là avec toutes leurs particularités ainsi qu'avec tous leurs entrecroisements... ou leur manque d'entrecroisements.

C'est de la même façon que peut se définir le climat de la vie politique à l'intervention des

agents sociaux, des groupes de pression, des partis et des syndicats, notamment par leur action simultanée, parallèle ou mêlée. Celle-ci peut se confronter avant même d'affronter le pouvoir ou pendant même qu'elle le fait.

Nous devons remercier les professeurs Jean Meynaud et Jean Ladrière de nous avoir permis cette réflexion. Qu'elle serve de seuil à leurs exposés magistraux qui prendront place dans les travaux de l'Institut.

